

Paris, mercredi 17 avril 2019

ALERTE GÉNÉRALE DANS LES MISSIONS LOCALES !

Depuis plusieurs semaines, **certaines missions locales sont confrontées à des situations budgétaires dramatiques, la faute à un changement brutal des règles comptables par l'Etat, et appliquées, ipso facto à nos associations.**

Sans entrer précisément dans la mécanique compliquée des financements publics, nous pouvons vous dire que **l'Etat ne versera que 50% des subventions prévues, liées à la Garantie Jeunes pour l'année 2019, le solde des 50% restant, seulement en 2020.** Jusqu'à présent, cette subvention était versée en début d'année, à hauteur de 80%, le solde de 20% étant versé en fonction des « résultats ». S'ajoute à cela (ou se déduit), **la baisse de la subvention liée à la CPO**, et vous avez réuni tous les ingrédients d'**un cocktail explosif**. Il faut imaginer les structures avoir budgété 100 000 euros pour deux postes, sur l'année, mais elles n'en perçoivent que la moitié !

Les ML pouvaient elles prévoir cette mécanique infernale ? Absolument pas ! Le financement et le fonctionnement des structures sont basés sur la confiance dans leur **principal financeur**. Personne ne s'attendait à ce que **celui-ci rompe le pacte de confiance** qui nous uni, en plus, en se défaussant de sa responsabilité sur d'autres, pour expliquer ce changement.

Si la situation reste en l'état, le maillage serré du territoire par toutes nos structures, leurs antennes et leurs permanences va inéluctablement se relâcher. Certains territoires se verront désertés en fonction de la solidité financière de chacun. Les remontées d'information de nos élus nous font craindre **un déficit moyen de 80 000€, mais celui ci pourrait osciller, en fonction de la taille des structures, entre 50 000€ et 500 000€.** D'après nos estimations, **les effectifs pourraient être amenés à diminuer de 8%, cela équivaldrait à la suppression de 1 100 postes, sur les 13 000 qui constituent notre réseau.** Ces pertes de postes ne se feraient pas de manière uniforme.

RISQUE DE DISPARITION DE PANS ENTIERS DU RÉSEAU

Certaines Missions Locales pourront combler ce déficit en vidant leur trésorerie et/ou en piochant dans leurs fonds propres ou encore, en allant négocier des prêts bancaires, avec tous les risques inhérents à ce type de financement. Cette stratégie d'adaptation aura, malgré tout, des conséquences lourdes sur les investissements, les recrutements, les maintiens de CDD, etc., pour les ML qui en auront l'opportunité. Pour les autres, c'est la navigation à vue, notamment pour les plus petites ou qui ne disposent pas de marge de trésorerie ni de soutien bancaire fort. Il sera inévitable pour celles-ci de pratiquer des coupes dans leur fonctionnement voire pire, dans leur personnel.

Les salariés des ML vont continuer de faire au mieux pour continuer de suivre les jeunes et répondre à leur demande. **Nous ne pourrons pas faire plus ou pareil avec encore moins, malgré le professionnalisme et l'engagement de tous les collègues.** Nous en sommes déjà souvent réduits à la limite du possible contrairement à ce que prétendent certains. Moins de points d'accueil (à ce jour 6600) signifie bien moins de jeunes accueillis !

Il faut bien appeler un chat un chat : c'est bien une ixième attaque en règle que nous subissons. Nos détracteurs n'ont pas réussi à nous abattre politiquement, ils utilisent un moyen plus radical, en nous coupant nos moyens de subsistance. **Il ne faut pas sortir d'une grande école pour comprendre la stratégie à l'œuvre :**

1. Discours et campagnes de dénigrement permanents des Missions Locales, tenus y compris en Haut Lieu.
2. Mise en concurrence possible par décret PACEA autorisant les Préfets à ouvrir la GJ aux opérateurs privés autres que les ML.
3. Valorisation des écoles de la deuxième chance en comparant ce qui n'est pas comparable. Elles reçoivent 15 000 jeunes à l'année (dont 9 000 leur sont orientés par les ML), contre 1,4 million de jeunes accompagnés par notre réseau.
4. Une déstabilisation brutale par la réduction de nos ressources.

Malgré tous les beaux discours tenus sur le plan pauvreté, **personne n'est dupe.** Notre réseau reste une cible prioritaire de ce gouvernement et les jeunes sont, plus que jamais, les laissés pour compte de décisions administratives iniques aux effets potentiellement dévastateurs. **Nous n'avons jamais accepté que la jeunesse demeure la grande oubliée des politiques publiques et ce cheval de bataille reste toujours le nôtre.**

La CFDT va continuer de hausser le ton pour se faire entendre et défendre l'intérêt des jeunes les plus vulnérables de notre pays. Nous vous proposerons également des actions à mener dans les prochains jours.

L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES ET LA SURVIE DE NOTRE RÉSEAU SONT EN JEU, RESTONS MOBILISÉS !